

## AMAR GHOUL À PROPOS DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION : «Nous allons enrichir la copie synthèse sur les consultations»

**Y'aura-t-il un nouveau round de consultations sur la révision de la Constitution ? Ou alors, les partis politiques seront-ils conviés à se prononcer sur une autre copie, un peu comme celle envoyée par Ouyahia en mai dernier à l'ensemble des partis invités aux consultations et qui faisaient office de «propositions» ? C'est une lecture que suggère bien la sortie du président du parti, TAJ, Amar Ghoul, qui évoquera lui, «une copie de synthèse des consultations», hier samedi.**

**Kamel Amarni Alger (Le Soir)** - C'était à l'occasion de l'ouverture des travaux de la réunion du bureau politique de TAJ, tenue hier samedi au siège du parti à Dely Ibrahim à Alger. «Un grand débat national va s'ouvrir prochainement sur la révision de la Constitution. Et, à TAJ, nous lançons un appel à l'ensemble des partis, à tous les Algériens pour y prendre part. Car nous considérons que la révision de la Constitution est une lourde responsabilité». Faisant écho à la décision de Bouteflika lors de la dernière réunion du conseil des ministres, Ghoul surprendra toutefois lorsqu'il ajoutera, un brin énigmatique : «Nous concernant, nous

à TAJ, nous allons enrichir la copie de synthèse des consultations», rappelant au passage les différentes étapes traversées par cette révision ainsi que les positions de son propre parti sur ce même sujet. En plus de la Constitution, l'actuel ministre des Transports annoncera l'organisation par le TAJ «d'une conférence nationale économique qui se penchera sur la situation induite par la chute des prix du pétrole». Cela étant, et inhabituellement, c'est l'actualité internationale qui va accaparer le gros de l'intervention de Amar Ghoul. Il s'agit, bien évidemment de l'innommable acte terroriste qui a frappé le journal français *Charlie*



Amar Ghoul.

*Hebdo*, mercredi dernier : «C'est un acte terroriste ignoble qui a frappé Paris. Nous dénonçons cet acte barbare avec force. De la même manière que nous condamnons et dénonçons le terrorisme partout, tout le temps et d'où qu'il vienne». Pour Amar Ghoul, «le seul traitement sécuritaire du terrorisme ne suffit pas». Ce qui l'amène

à évoquer le dernier discours du président français. «Nous avons bien apprécié le dernier discours de François Hollande. Un discours que nous saluons. Effectivement, nous ne voulons surtout pas que de tels actes barbares puissent être exploités par des extrémistes de tous bords». Il enchaînera, sur cette même ques-

tion : «Certes, la lutte contre le terrorisme est nécessaire, mais encore faut-il faire tarir ses sources.» Le président du TAJ plaidera aussi pour la protection de l'ensemble des trois grandes religions à travers les instances internationales, «à leur tête l'ONU, qui doivent criminaliser tout acte attentatoire aux religions». Ghoul parlera bien sûr longuement du peuple palestinien «dont les droits sont spoliés. Un peuple qui subit les pires exactions devant le silence complice de la communauté internationale». Il n'omettra pas de souligner la grande responsabilité de l'Occident dans la relance spectaculaire du phénomène terroriste. «Nous avons averti à mainte reprises quant aux conséquences de ce que nous appelons, non pas le printemps arabe mais le printemps sanglant !» Il rappellera plus particulièrement le rôle néfaste de ses interventions en Syrie, en Libye, en Irak etc. Des interventions qui ont boosté, et de manière spectaculaire, la bête terroriste, particulièrement en Libye. **K. A.**

### UNE PARTIE DES MEMBRES DE SON CONSEIL NATIONAL S'EST RÉUNIE A BOUMERDÈS

## Le PRA englué dans une crise organique

Le parti politique, le Parti du renouveau algérien PRA fondé par Norredine Boukrouh est englué dans une crise organique inextirpable qui, de plus, risque de l'emporter. Dans ce dossier il est, en outre, question de détournement d'argent (113 millions de centimes), de faux et usage de faux, de violation de la propriété privée, d'usurpation de fonction et d'autres méfaits.

Les accusations sont de Kamel Bensalem et ses partisans qui se disent les responsables légaux de ce parti. Kamel Bensalem, le secrétaire général issu du congrès de 2007, et ses quelques partisans, à défaut d'un local national, squatté, selon leurs dires, par leur adversaire Hassen Boulatiba, se sont réunis samedi au local du parti à Boumerdès pour arrêter une démarche légale en vue de reprendre ce que Boulatiba leur a pris. Bensalem nous a confiés que son adversaire, qui a été définitivement exclu du parti en 2013, a tenté d'organiser un congrès mais que le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales l'a avisé par courrier pour lui signifier que cette rencontre organique n'était pas légale.

Cependant, Bensalem n'est pas détenteur de la copie de cette fameuse lettre. «Il a retiré illégalement du compte bancaire la subvention — 70 millions de centimes- que nous a accordée l'Etat et une autre somme de 43 millions de centimes», a affirmé par ailleurs notre interlocuteur. Bensalem et ses partisans tentent de trouver la parade pour reprendre le local du parti à Alger. A l'occasion nous avons abordé brièvement avec le chef du PRA quelques sujets qui font l'actualité. Sur la protestation citoyenne de In Salah dans le sud du pays contre l'exploitation du gaz de schiste, notre interlocuteur estime qu'un débat national impliquant citoyens, scientifiques et classe politique est nécessaire avant toute prise de décision à ce sujet.

«Tout ce qui portera préjudice au citoyen doit être évité», précisera-t-il. A la question sur le soutien de son parti au programme présidentiel, lequel s'était engagé dès sa prise de pouvoir en 1999 à faire de la diversification de l'économie nationale une priorité pour éviter le piège des hydrocarbures, piège dans lequel l'Algérie a fini par tomber à défaut de ressources fortes en dehors de celles venant du pétrole, Bensalem s'est contenté de dire : «Nous n'avons pas soutenu Bouteflika pour tout et n'importe quoi.» Avant d'ajouter : «il fallait consacrer la rente du pétrole exclusivement aux investissements».

C'est probablement sa manière de laisser entendre que le programme économique de Bouteflika est un échec. Au plan politique, ce responsable dit adhérer à l'initiative du Front des forces socialistes FFS sans pour autant donner une quelconque explication ou éclaircissement sur le contenu de cette initiative. Il a en outre évité de répondre au second volet de notre question, notamment la partie concernant les revendications des partis politiques de l'opposition et des personnalités nationales regroupés au sein de la CNLDT.

Abachi L.

### KSENTINI À PROPOS DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION :

## «Nous sommes au bout de nos peines»

**La révision de la Constitution ne s'est pas faite à la vitesse «souhaitée» selon maître Ksentini. Le président de la commission des droits de l'Homme estime, néanmoins, que «nous sommes au bout de nos peines», et que ce projet devrait se concrétiser aux alentours du mois d'avril.**

Maître Ksentini avertit : il ne détient aucune information fiable sur les échéances en matière de révision de la Constitution. Le président de la commission des droits de l'Homme avoue que le processus n'a pas été mené «à la vitesse voulue» mais que «normalement, nous sommes au bout de nos peines». Il estime qu'aux alentours du mois d'avril, le projet devrait aboutir. Il s'agit là d'un «vœu», dit-il et non pas d'une information obtenue auprès de sources autorisées. Ksentini dit espérer une révision qui passe par la voie référendaire et une Constitution qui renforce la démocratie, instaure un régime présidentiel équilibré et une indépendance totale de la justice. Interrogé au sujet de la possibilité du retour des ex-dirigeants du FIS aux affaires politiques, l'invité du forum du quotidien *DK News* affirme que le fait de les consulter ne signifie pas leur retour aux affaires. C'est au contraire un «bon présage», dit-il que de consulter de larges pans de la société sans que cela ne signifie une autorisation implicite de faire de la politique.



Farouk Ksentini.

Evoquant la situation des droits de l'Homme, le président de la commission estime que l'Algérie peut devenir un Etat de droit, ce n'est pas une tâche insurmontable. La volonté politique existe mais ce projet nécessite du temps et des moyens. Rien ne devrait entraver la réussite de cet objectif. Le pays a franchi des pas considérables en ce sens, de l'aveu même des nombreuses délégations étrangères qui nous font part de leurs appréciations positives.

D'un autre côté, dit-il, il reste beaucoup à accomplir au regard du retard accumulé. En 2013, rappelle-t-il, le Sud a connu une situation difficile. La commission des droits de l'Homme l'évoque dans son rapport annuel qui recommande le dialogue permanent et n'exclut pas la thèse de «la main de l'étranger». Le gouvernement doit prendre des mesures adéquates, estime Ksentini pour éviter que le scénario ne se répète.

Actualité oblige, Ksentini a été interpellé au sujet des manifesta-

tions hostiles à l'exploitation du gaz de schiste. Il estime que dans le contexte actuel, l'Algérie ne peut faire «la fine bouche» en n'exploitant pas le gaz de schiste. Le gouvernement devra cependant dialoguer. Il déplore, néanmoins, l'absence de communication et d'information en la matière. Le rapport que remettra Ksentini évoque les violences faites aux femmes, l'entrepreneuriat et la réconciliation nationale. Il dit être en attente de mesures complémentaires en direction des personnes ayant subi des pertes matérielles durant le terrorisme. Il plaide pour la mise en place d'une indemnisation en direction de ces personnes. S'il appelle à faire le bilan de la réconciliation nationale, Ksentini considère que cette dernière a atteint 95% de ses objectifs en «peu de temps». Un constat partagé par Merouane Azzi qui a fait savoir que 15 000 personnes en avaient bénéficié en déposant les armes au moment où la lutte antiterroriste se poursuivait avec l'élimination des terroristes ayant refusé de se rendre. Il fait, néanmoins, état de lacunes notamment dans la prise en charge de certaines catégories à l'image des personnes incarcérées dans le Sud et les enfants nés de viol dans les maquis.

Le dossier des disparus est, cependant, clos selon Azzi qui dénonce son instrumentalisation par plusieurs parties. Ksentini n'a pas manqué de réagir aux poursuites en France contre deux patriotes considérant cette action comme «un abus» et la qualifiant d'«illégal».

N. I.